

Merci Monsieur Bush

Une interpellation des Européens pour, derrière le cynisme de la position américaine, les inciter à voir surtout une bonne dose de réalisme. Et, aussi, une magnifique occasion de sortir d'une situation bloquée en laissant à Georges W Bush le rôle du vilain.

Michel Turpin
Vice-président Erap

En ce début de l'an 2001, au moment où George W. Bush est intronisé officiellement comme 44^e président des Etats-Unis d'Amérique et premier de ce nouveau millénaire, le pays connaît une situation énergétique chaotique. Son état le plus peuplé et le plus dynamique subit des coupures d'électricité à répétition, faute de centrales pour la produire et de lignes de transport pour l'acheminer. Dans l'ensemble du pays, le prix du gaz naturel a quadruplé faute de tuyaux pour l'amener aux utilisateurs et celui de l'essence triplé faute de raffineries pour la produire. Partout les consommateurs grognent et on prévoit que le pire est à venir.

L'honneur de la plus grande puissance économique et militaire mondiale est en jeu et les ricanements que cette situation provoque ça et là dans le monde sont insupportables. Le nouveau président doit agir pour faire face à une « crise » qui peut difficilement être attribuée à des troubles internationaux car le Moyen Orient, Saddam Hussein inclus, est normalement agité et les autres pays développés, Europe incluse, ont très bien intégré les hausses du prix du baril de pétrole et du dollar. Répondant aux souhaits de nombreux industriels et sénateurs, le premier geste du nouveau président est d'annoncer officiellement la décision de ne pas ratifier le protocole de Kyoto, ce que, de toutes façons, le Congrès américain, souverain en la matière, n'aurait jamais fait. Son second est

de créer le « Groupe pour la définition d'une politique énergétique nationale » (National Energy Policy Development Group) et de lui demander de lui remettre un rapport sous quatre mois. Ce que fera effectivement le 16 mai 2001 l'animateur de ce groupe, le vice-président Dick Cheney [1].

En encadré est reproduite la lettre d'envoi qui fait sien l'objectif du Président : « L'Amérique doit disposer d'une politique énergétique qui prépare l'avenir mais satisfasse les besoins d'aujourd'hui. Je crois que nous pouvons mettre en valeur nos ressources naturelles et protéger notre environnement ».

Devant cette confiance en la capacité de l'Amérique à relever ce défi, les virulentes critiques qui se sont élevées dans la vieille Europe paraissent une nouvelle preuve de son étroitesse de vue ou de sa frilosité, au choix ! Les

réactions furent en effet moins vives aux Etats-Unis ; elles y mettent d'ailleurs en avant des priorités différentes.

A l'évidence vexés par la façon cavalière dont George W. Bush a enterré le protocole de Kyoto, les pays européens ont surtout basé leurs critiques sur le changement climatique. Pourtant, le Président Bush avait aussi demandé le 11 mai 2001 un rapport au « National Research Council » des Académies américaines sur les connaissances scientifiques concernant le changement climatique. Ce rapport fut remis et rendu public moins d'un mois plus tard, le 6 juin 2001, et il conclut apparemment sans ambiguïté à la solidité des bases scientifiques sur lesquelles s'appuient les prévisions d'un réchauffement important et rapide de notre

planète [2]. « Les émissions de CO₂ en sont la principale cause et les effets en seront importants sur l'activité humaine », affirment ses auteurs. Les Etats-Unis se préoccupent donc aussi de ce phénomène.

Nous commencerons par résumer ce rapport au président sur la politique énergétique, analyserons les principales réactions ainsi que le rapport des Académies, enfin nous essaierons de tirer quelques leçons de ces évènements.

Bref résumé du rapport au président

Son titre : « *De l'énergie fiable, bon marché pour le futur de l'Amérique*

dans le respect de l'environnement. (Reliable Affordable and Environmentally Sound Energy for America's future) ».

Il faut d'abord préciser que le groupe de travail réuni autour de Dick Cheney comprenait, outre lui-même, 7 ministres, 3 directeurs d'agences ou de départements ministériels et 3 membres du cabinet du Président plus un « directeur exécutif » équivalent d'un rapporteur dans notre pays. C'est donc un aréopage totalement gouvernemental et reflétant nécessairement les avis du parti au pouvoir qui est l'auteur de ce rapport.

D'entrée, les grandes lignes du rapport « Overview » énoncent clairement quelques idées simples, claires et parfaitement représentatives de la position de la majorité de l'opinion américaine. Remarquons aussi qu'on parle de l'Amérique et non des Etats-Unis, vocabulaire chargé de sens qui a sa source dans la doctrine de Monroë énoncée en 1823. Pourtant, tout au long du rapport c'est bien des seuls Etats-Unis qu'il est question. Le lemme fondamental est que l'Amérique se doit d'assurer à une population en forte croissance (ce qui n'est pas le cas de l'Europe) la prospérité et le mode de vie qu'elle a choisis et pour cela qu'il lui faut disposer de beaucoup d'énergie.

Charles Ommamey/Saba

« L'Amérique doit disposer d'une politique énergétique qui prépare l'avenir mais satisfasse les besoins d'aujourd'hui. Je crois que nous pouvons mettre en valeur nos ressources naturelles et protéger notre environnement ».

L'Amérique continuera de faire des progrès dans l'utilisation efficace de l'énergie mais cela n'empêchera pas qu'en 20 ans sa consommation totale augmentera de 32 % et celle d'électricité de 45 %. Il lui faudra produire, transformer et transporter cette énergie pour servir les consommateurs.

Dans 20 ans, les Etats-Unis (ici on parle du pays sans doute parce qu'on aborde l'essentiel) devront importer 70 % de leur pétrole et 45 % de leur gaz naturel, en supposant qu'on continue à utiliser charbon et nucléaire au moins à leurs niveaux actuels.

Les mesures proposées forment une palette classique qu'on trouve quasi identique dans les annonces des gouvernements français :

- ✓ économiser l'énergie,
- ✓ moderniser les infrastructures,
- ✓ augmenter la production de toutes les ressources nationales,
- ✓ accélérer la protection et l'amélioration de l'environnement,
- ✓ améliorer la sécurité de l'approvisionnement en énergie.

Elles sont formulées sur un fond de certitudes sur la capacité de la puissance améri-

caine à relever ces défis et à rester à l'avant-garde de l'innovation.

Le lemme fondamental du rapport Overview est que l'Amérique se doit d'assurer à une population en forte croissance la prospérité et le mode de vie qu'elle a choisis et pour cela qu'il lui faut disposer de beaucoup d'énergie.

Les réponses vont donc être formulées en termes d'actions comme cela apparaît dans les titres de plusieurs des 8 chapitres qui suivent.

Chaque chapitre comporte une série de recommandations. Rassemblées ensuite à la fin du rapport, elles occupent 17 pages et sont extrêmement hétérogènes. Il ne nous a pas paru utile de les reproduire. Nous nous contenterons de citer très arbitrairement celles que nous avons jugées les plus significatives.

Chapitre 1 : Prendre acte : les défis énergétiques des Etats-Unis (Taking Stock : energy challenges facing the United States)

Le début est un discours classique de toute nouvelle majorité : la crise actuelle est due à l'absence, dans le passé, d'une politique saine. Pour y faire face, le nouveau gouvernement propose une politique à long terme. Les auteurs ne sont pas en manque d'exemples pour étayer leur thèse et la Californie, dont le gouverneur

est démocrate, est largement mise en avant.

Suit un long développement sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie. Le rapport passe ensuite à la crise de la fourniture d'électricité due au décalage entre la croissance de la demande et celle des capacités de production et de transport. La conclusion est imparable : il faut d'urgence construire des lignes et des centrales (60 à 90 par an pendant 20 ans !) en conservant comme sources primaires, le charbon américain, le nucléaire et le gaz naturel. Même les énergies renouvelables (hors hydraulique) devront faire un bond, couvrant 2,8 % de la consommation en 2020 contre 2 % en 2000.

Ensuite, est abordé le principal sujet de mécontentement de l'électeur : le prix de l'essence et du fioul domestique. La conjonction de l'augmentation des prix du brut et des insuffisances des capacités de raffinage et de transport a fait grimper le prix de l'essence à un niveau insupportable de 2 \$/gallon (4 F/l)! Même chose pour le fioul domestique. Il faut donc d'urgence changer de politique pour éviter de tels emballements alors que la dépendance du pays vis-à-vis des importations de pétrole va atteindre les 2/3 de la consommation en 2020.

La recommandation majeure de ce premier chapitre est moins anodine qu'elle ne le paraît. Elle propose une décision présidentielle (Executive Order) obligeant toute agence fédérale à évaluer, pour chaque réglementation nouvelle ou chaque modification, son impact sur la production, la distribution et l'utilisation de l'énergie et à proposer des alternatives si cet impact est négatif. Connaissant l'art de la chicane juridique des Américains on peut imaginer les infinies possibilités de blocage d'une réglementation jugée trop contraignante par certains lobbies.

Chapitre 2 : Droit au but : les impacts des prix élevés de l'énergie sur les familles, les collectivités et les entreprises (*Striking home : the impacts of high energy prices on families, communities and businesses*)

Une famille américaine dépensait, en 1998, moins de 4 % de ses revenus pour l'énergie. Il est insupportable que ce taux soit passé à 5 % en 2000. Suit la description des ravages de ces hausses pour les familles les plus pauvres, les industries grosses consommatrices, les agriculteurs et les routiers et ceux des coupures d'électricité

sur les entreprises de pointe de la Silicon Valley.

Comme recommandations, le rapport se satisfait de programmes d'éducation sur l'énergie (mais pas les économies d'énergie) et de 300 millions de dollars aux 5 millions de familles pauvres déjà aidées pour payer leurs factures d'énergie.

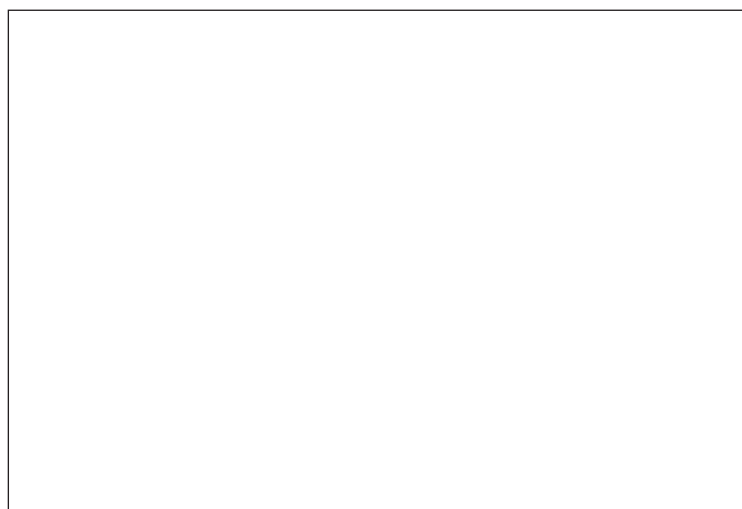
Chapitre 3 : Protéger l'environnement de l'Amérique : améliorer la santé et l'environnement de la nation (*Protecting America's Environment: sustaining the Nation's health and Environment*)

Ce chapitre est remarquable par la qualité des photographies touristiques qu'il

contient. Il s'appesantit beaucoup sur les progrès réalisés et en cours pour lutter contre la pollution de l'air, sur l'intérêt des mécanismes de marché (permis SO₂) et le rôle de l'EPA.

La protection des eaux, des animaux et de leurs habitats est aussi évoquée pour souligner que le gouvernement doit à la fois développer la production d'énergie et protéger l'héritage naturel. La question des déchets nucléaires est rapidement abordée car le rapport souligne les qualités environnementales de cette source d'énergie.

Si on reconnaît la gravité du problème du changement climatique c'est pour souligner que les Etats-Unis sont sur la bonne voie et qu'ils se préoccupent de piéger partie de ces



Valérie Robert/Bios

Le rapport constate que la crise énergétique actuelle est largement due à l'insuffisance des infrastructures de transport de l'énergie. Concernant les oléo et gazoducs, il s'agit surtout d'investir. Le problème le plus important est celui de l'oléoduc de l'Alaska dont les autorisations d'exploiter s'arrêtent en 2004.

émissions dans de nouvelles forêts.

Il est recommandé que l'EPA poursuive son travail réglementaire et la mise en place d'outils de marché pour réduire les émissions toxiques, mais il est aussi demandé à l'ensemble des agences d'améliorer (c'est-à-dire accélérer) les procédures d'autorisation.

Chapitre 4 : Utiliser sagement l'énergie : augmenter l'efficacité et les économies d'énergie (*Using energy wisely : increasing energy conservation and efficiency*)

Ce chapitre présente un ensemble hétéroclite de propositions principalement fondées sur l'idée que le progrès technique permettra de répondre aux vœux du gouvernement.

On insiste beaucoup sur l'information, l'affichage des performances et la définition d'obligations minimales pour le rendement des appareils domestiques. Mais on reconnaît honnêtement que le marché pousse vers les équipements et les bâtiments les moins chers donc les moins efficaces. Pour les automobiles le constat est cynique : tout le gain technique a été balayé par le goût croissant pour les grosses voitures

et les 4x4. Bien qu'il soit clair que le résultat de cette politique ait été maigre jusqu'à présent, on propose de poursuivre la voie des accords avec les constructeurs mais sans les handicaper par rapport à leurs concurrents étrangers.

La longue liste des recommandations qui clôt ce chapitre est à l'image de la faiblesse de l'analyse et du refus de remettre en cause l'« American Way of life ».

Chapitre 5 : L'énergie pour un nouveau siècle : augmenter la production nationale d'énergie (*Energy for a new century : increasing domestic energy supplies*)

Pour le groupe ce chapitre est clairement un des plus importants. Pour le gaz et le pétrole, il faut revoir la politique de gestion des terres fédérales ainsi que les règles d'exploration et d'exploitation en mer (plateau continental) et dans l'Arctique, car c'est là que sont les principales réserves potentielles.

Pour l'électricité il faut revoir les règles actuelles, en particulier le PURPA de 1978 qui a permis le développement des producteurs indépendants. Le charbon restera le premier combustible utilisé pour la production électrique mais

devra être du « charbon propre ». Enfin, le nucléaire devenu sûr et très compétitif doit être relancé, ce qui implique pour le gouvernement fédéral de régler la question du stockage des déchets. La liste des recommandations est là encore impressionnante. La réhabilitation du nucléaire est apparue en France comme une des plus marquantes, d'autant que, fait rare, notre pays était cité en exemple. Mais les recommandations les plus discutables pour le public américain concernent l'ouverture à l'exploration et à l'exploitation des réserves fossiles de zones sensibles et des réserves naturelles considérées comme un patrimoine national (réserve Arctique de l'Alaska, plateau continental de la côte Est et vastes réserves foncières fédérales de la vallée du Mississippi).

Chapitre 6 : L'énergie de la nature : augmenter l'utilisation des énergies renouvelables et des énergies alternatives en Amérique (*Nature's Power : increasing America's use the renewable and alternative energy*)

Ce chapitre comporte quatre parties. La première est consacrée aux énergies renouvelables : hydroélectricité, bio-

masse, énergies éolienne, géothermique et solaire. Le rapport souligne leurs handicaps économiques et techniques. Le poids de ces énergies (hors hydraulique) restera très marginal en 2020, malgré les encouragements.

La seconde traite des énergies alternatives, essentiellement les carburants de substitution dont la source peut être biomasse ou fossile, et de nouvelles façons de distribuer l'électricité avec des petites unités diffuses.

Enfin, la troisième sacrifie aux incontournables solutions miracles de l'avenir, l'utilisation généralisée de l'hydrogène et la fusion nucléaire, et la quatrième revient sur le marché pour constater la difficulté de pénétration des énergies renouvelables et alternatives.

Les recommandations n'ont rien d'original : crédits d'impôts, aide à la R & D. Elles ne vont même pas jusqu'à proposer de financer le projet international de fusion nucléaire (ITER)

Chapitre 7 : L'infrastructure énergétique américaine : un système de distribution intelligent (*America's energy infrastructure : a comprehensive delivery system*)

Le rapport constate que la crise énergétique actuelle est

largement due à l'insuffisance des infrastructures de transport de l'énergie. Celles-ci n'ont pas, à quelques exceptions près, bénéficié des investissements nécessaires pour suivre la croissance des besoins. Et la situation ne peut qu'empirer. Il faut donc agir vite.

• Premier secteur, le plus critique : le réseau de transport électrique

Il y a en Amérique du Nord 4 zones très mal interconnectées et, au sein de ces zones, des goulots d'étranglements qui provoquent des pénuries, font exploser les prix et conduisent même à des coupures. Les réglementations actuelles datent de 1935 et ont été faites dans ce cadre de sous-ensembles régionaux très réglementés et à peu près autosuffisants, si bien que le pouvoir de décision concernant les lignes de transport électrique est resté au niveau des Etats, même si ces lignes franchissent leurs frontières. Cette situation est devenue inadaptée et intolérable.

• Deuxième secteur : les oléo et gazoducs

Il s'agit surtout d'investir. Le problème le plus important est celui de l'oléoduc de l'Alaska dont les autorisations d'exploiter s'arrêtent en 2004. Les procédures d'autorisation sont

trop longues et trop complexes.

• Troisième secteur : les raffineries

Là encore, la capacité est insuffisante suite aux restructurations de l'industrie et aux années de mauvaise rentabilité. Les règles environnementales doivent être stabilisées et, surtout, les normes pour les produits standardisées au niveau de l'ensemble du pays et non de chaque Etat.

• Quatrième secteur : transports maritime, fluvial et ferré

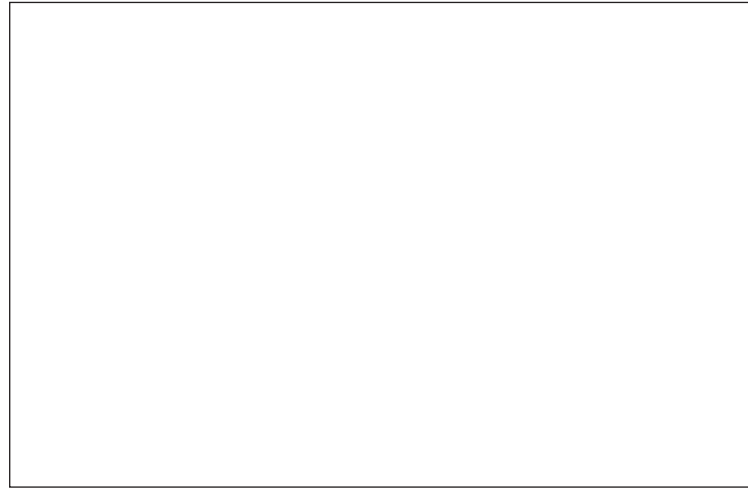
Il faut, là aussi, continuer à investir, en particulier pour lever certains goulots comme pour le charbon du Colorado vers la vallée du Mississippi.

Les recommandations sont essentiellement d'ordre réglementaire mais elles sont d'une très grande signification, en particulier pour le réseau électrique. Le groupe recommande en effet d'engager d'urgence une refonte totale des règles qui régissent le transport inter-Etats de l'électricité. On peut noter avec quelque ironie, pour qui se souvient des discours de Reagan, que c'est une administration républicaine qui propose d'enlever aux Etats leur pouvoir dans ce domaine pour le transférer au niveau fédéral.

Chapitre 8 : renforcer les alliances globales : améliorer la sécurité énergétique nationale et les relations internationales (*Strengthening global alliances : enhancing national energy security and international relationships*)

Ce chapitre commence par un discours tout à fait classique sur les bienfaits de la collaboration internationale et des forces du marché. Il en vient néanmoins très vite à l'essentiel qui est d'assurer l'approvisionnement des Etats-Unis en pétrole, puisqu'en 2020 ils devront importer les 2/3 de leurs besoins. C'est donc avant tout un exposé de politique pétrolière américaine qui est proposé au lecteur. La priorité absolue de cette politique est le Moyen Orient avec l'Arabie Saoudite comme fondement de l'influence américaine dans le Golfe. Canada et Mexique sont, de fait, intégrés à l'empire. Cette politique est fondée essentiellement sur des accords bilatéraux.

Le rapport affiche clairement la volonté de poursuivre l'implantation américaine en Afrique : Nigeria, Gabon, Congo-Brazzaville, Angola,



Ommannay/Saba-Rou

Même le cynisme avec lequel est affirmée la prééminence de la puissance américaine et le peu de cas qui est fait des opinions des étrangers, y compris ceux de la vieille Europe, est une réalité car il représente bien l'opinion américaine.

Tchad comme dans la zone de la mer Caspienne. Tout ceci pour le grand bénéfice des peuples du monde et de la démocratie.

Des nombreuses recommandations, nous retenons celle

Après l'annonce de la décision de ne pas ratifier le protocole de Kyoto, un tel rapport presque exclusivement dédié à la satisfaction de la boulimie énergétique croissante des Etats-Unis par la poursuite de l'usage massif des énergies fossiles, fut ressenti comme une provocation.

qui propose de poursuivre les négociations pour des accords avec l'Algérie et les Pays du Golfe, celle qui demande que le gouvernement apporte son soutien actif aux entreprises américaines en concurrence sur les marchés internationaux pour, précise-t-il, « égaliser les chances ! », celle, enfin, qui propose de modifier les constitutions mexicaine et canadienne pour ouvrir les ressources pétrolières et gazières aux entre-

prises des Etats-Unis. Remarquons, en passant, qu'à aucun moment, dans ce 8^{ème} chapitre, il n'est fait mention de l'Union européenne ni, *a fortiori*, de l'un quelconque de ses Etats membres.

Les réactions

Les réactions furent, on le sait, particulièrement vives au sein de l'Union européenne, elles le furent aussi aux Etats-Unis, mais sur un registre différent.

L'enterrement du protocole de Kyoto

Après l'annonce de la décision de ne pas ratifier le protocole de Kyoto, un tel rapport presque exclusivement dédié à la satisfaction de la boulimie énergétique croissante des Etats-Unis par la poursuite de l'usage massif des énergies fossiles, fut ressenti comme une provocation. En réaction,

l'Union européenne a donc réitéré son adhésion aux engagements issus du protocole de Kyoto, quelle que soit la position américaine.

Cette position fut confortée par la publication du rapport cité plus haut du Conseil national de la recherche américain sur le changement climatique. Etabli en trois semaines pour répondre à une commande de la Maison Blanche, il émane d'un groupe de savants éminents et reconnus, issus des plus célèbres universités des Etats-Unis. Il a, en plus, fait l'objet d'une revue scientifique par un groupe de spécialistes dont beaucoup sont actifs au sein du GIEC (IPCC)(1). Comme la note de présentation publiée le 6 juin 2001 par les Académies, la première phrase du résumé du rapport fait penser à des conclusions sans ambiguïté : « *Les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère terrestre par suite des activités humaines et provoquent une croissance de la température de l'air à la surface du globe et de celle des océans* ».

Le groupe indique ensuite : « *Le Comité est en général d'accord avec l'évaluation du changement climatique dû aux activités humaines présentée dans le rapport scientifique du groupe de travail 1 du GIEC... mais il veut exprimer plus clairement le degré de confiance qui peut être attribué à ces évaluations et les mises en garde qui doivent leur être associées* ».

Il affirme plus loin que « *L'activité humaine est responsable de la croissance des teneurs en CO2 de l'atmosphère* » et que ce gaz ainsi que le méthane, également issu en grande partie des activités humaines, sont d'importants gaz à effet de serre. Mais il rappelle aussi que d'autres émissions, également dues à l'homme, ont un effet négatif et insiste sur la très grande variabilité naturelle du climat, telle que la montrent les séries historiques.

Ainsi, tout en marquant son accord avec les rapports du GIEC, le Comité laisse systématiquement planer un doute sur leurs conclusions, insiste sur les incertitudes et les difficultés à évaluer les conséquences et les risques. Il pense aussi qu'un pays développé comme les Etats-Unis est parfaitement armé pour faire face à ces risques.

Prudence scientifique normale devant l'incertain ou prudence politique de notables de la science ? Il faut constater que ce rapport laisse des issues de secours pour ceux qui ne tiennent pas à être convaincus. Il va même plus loin puisqu'il attaque le « *Résumé pour les décideurs politiques* » du GIEC qu'il considère comme beaucoup trop influencé par les gouvernements et demande donc au gouvernement américain d'agir pour que ce Groupe international soit strictement cantonné

dans son travail scientifique. Finalement sa principale recommandation est de poursuivre les recherches !

George W. Bush ne manque donc pas d'arguments pour continuer à traîner les pieds dans la lutte contre l'effet de serre. Pour des raisons de politique intérieure, les seules qui comptent vraiment, je pense tout à fait illusoire de croire que le protocole de Kyoto, même quelque peu amendé, sera un jour accepté par le Sénat américain. Les politiciens européens devraient accepter cette hypothèse sous peine d'aller au devant de cruelles désillusions.

Les réactions aux Etats-Unis

Nous ne prétendons pas en présenter une vue exhaustive, sans doute même sera-t-elle inexacte. Il s'agit seulement d'exposer des différences notables qui nous sont apparues par rapport au point de vue français. C'est autour des propositions d'ouvrir les réserves naturelles et les zones protégées à l'exploration pétrolière et gazière, à l'exploitation charbonnière et au passage des lignes de transport d'électricité et d'hydrocarbures que se sont focalisées, aux Etats-Unis, les critiques les plus acerbes.

Ces critiques s'appuient sur un socle symbolique profond et ancien : celui de la propriété

par le peuple et pour le peuple d'une part importante et inaliénable de la nature et, donc, de l'obligation d'en conserver de vastes zones intactes et accessibles à tout Américain, quelle que soit sa fortune. C'est la contrepartie de l'aliénation à des propriétaires privés d'espaces traditionnellement publics dans les pays européens comme le bord de mer. Dès l'origine de la colonie, les communautés ont eu leurs terres, les « commons ». Au milieu du XIX^e siècle s'est développé un grand mouvement qui a concrétisé cet idéal par la création des grands parcs publics dans des villes en pleine expansion et des premiers parcs naturels dans une nature encore vierge. Le même homme, d'ailleurs, a créé Central Park et Yosémite. C'est ce qui apparaît dans la critique faite par le Sierra Club qui affirme [3] : « *Forer pour le pétrole sur les terres publiques ne résoudra pas les problèmes d'énergie de notre nation, mais sacrifiera notre héritage naturel* ». Pour le reste, les réactions sont sans surprise : contre le charbon, contre le recours à l'énergie nucléaire, contre tout assouplissement des règles de l'EPA, pour les énergies renouvelables, vent et soleil. Mais, comme souvent, ce discours sur les énergies nouvelles est peu argumenté et n'aborde pas les problèmes concrets que le

rapport au président n'a pas manqué de soulever : leur coût, leur fiabilité et leur potentiel réel en part de l'énergie totale nécessaire pour subvenir aux habitudes des Américains. Car on doit constater que les auteurs de ces critiques n'abordent pas la question de l'indispensable changement des comportements et leur discours sur les énergies renouvelables rejoint finalement celui du président en donnant au progrès technique le pouvoir de réaliser les avancées nécessaires, quelque i m p r o b a b l e s qu'elles soient, pour continuer à satisfaire les besoins de l'« American way of life ». Il n'est pas non plus fait mention d'un moyen qui a pourtant fait ses preuves pour économiser l'énergie : l'augmentation forte de son prix par la voie de l'impôt. Le maintien, et même l'accentuation, des caractéristiques du mode de vie actuel des Américains est un objectif qui fait l'unanimité. Cela, aussi, fait partie des évidences à ne pas oublier en négociant avec les Etats-Unis. La majorité du peuple

américain reste convaincue de la supériorité de sa civilisation et l'afflux persistant et accepté des nouveaux émigrants vers cet Eldorado le conforte dans cette opinion. Les événements récents ont aussi montré la force des réactions patriotiques de cette nation quand elle est attaquée.

Merci Monsieur Bush

A mes yeux, le rapport au président des Etats-Unis ne contient pas les remèdes capables de résoudre les problèmes énergétiques du monde et de sauver la planète des menaces que fait planer la p e r s p e c t i v e , désormais acceptée par tous ou presque, d'une forte et brutale modification du climat et je m'associe volontiers aux critiques qui lui sont faites sur ce point.

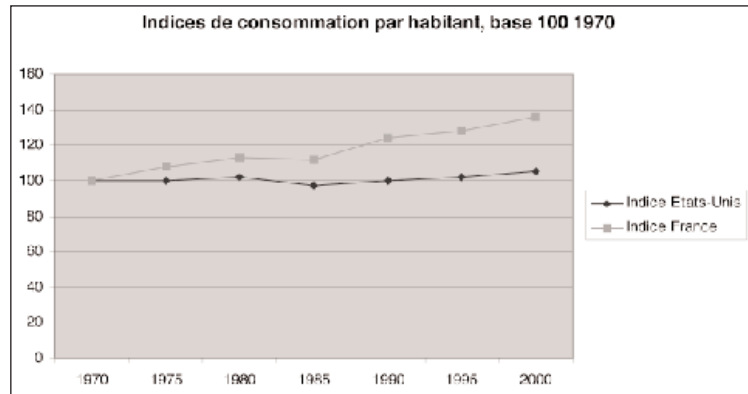
Mais je remercie le président d'avoir, avant, avec et après ce rapport, brutalement remis en question des mécanismes de négociation où l'hypocrisie, mêlée au cynisme et à l'idéalisme, permet à chaque pays ou groupe de pays de faire comme s'il mettait vraiment en place des mesures susceptibles

Je remercie le Président d'avoir, avant, avec et après ce rapport, brutalement remis en question des mécanismes de négociation où l'hypocrisie, mêlée au cynisme et à l'idéalisme, permet à chaque pays ou groupe de pays de faire comme s'il mettait vraiment en place des mesures susceptibles d'infléchir la tendance et de prendre à bras le corps ce problème majeur pour l'avenir de notre planète que serait une modification brutale du climat.

d'infléchir la tendance et de prendre à bras le corps ce problème majeur pour l'avenir de notre planète. Il est peut-être bon de rappeler ici que les mesures prises à Kyoto n'auront, si on en croit les prévisions du GIEC, qu'un effet extrêmement limité sur l'évolution des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère. Pour stabiliser ce niveau à la fin du prochain siècle à 50 % au dessus des valeurs actuelles, il faudrait diviser par deux, avant 2030, les émissions totales de carbone d'origine anthropique. Qu'on me permette donc deux questions.

Première question : faisons-nous mieux que les Etats-Unis ?

Nos gouvernants nous rappellent régulièrement que la réponse est oui. A les entendre nous serions même champions du monde. Il est exact qu'un Français consomme deux fois moins d'énergie qu'un Américain. Notre mode de vie n'est pas le même, nous vivons dans un plus petit pays et notre climat est plus clément. Surtout, nous avons l'habitude de payer notre énergie beaucoup plus cher. Mais, soyons



DK

honnêtes, c'est d'abord parce que nos ressources nationales en énergie ont toujours été très limitées ; c'est aussi parce que, depuis des siècles, l'Etat français, royaliste ou républicain, est impécunieux et qu'il a trouvé une magnifique assiette pour un impôt somme toute assez bien toléré par ses assujettis. La TIPP et les autres taxes sur l'essence ont remplacé la gabelle. Et c'est au nom de l'indépendance nationale et non de la protection de l'environnement que nous avons réalisé un programme nucléaire que le vice-président Cheney donne en exemple.

Mais, à y regarder de près, nous ne sommes pas vraiment engagés dans une réduction de notre consommation énergétique. J'ai comparé l'évolution de la consommation par habitant des Etats-Unis et de la France sur les 30 dernières années, c'est-à-dire sur une période qui intègre les deux chocs pétroliers. Le résultat est présenté dans le graphique joint. Il en surprendra peut-être

beaucoup. En effet, alors que sur cette longue période l'Américain consomme toujours à peu près la même quantité d'énergie, le Français, lui, est devenu plus gourmand puisque sa consommation individuelle a augmenté de 36 %. On peut avancer deux explications. La première est que l'économie américaine est plus avancée que la nôtre sur la voie des services ; la seconde est que notre mode de vie se rapproche de celui des Américains que nous copions beaucoup. Il nous sera donc difficile, pour ne pas dire impossible, de tenir dans les années qui viennent des engagements de réduction par rapport à une base d'émission de CO₂ déjà très faible puisque presque toute notre électricité était, à cette date de référence de 1990, fabriquée sans émission de gaz à effet de serre, essentiellement par le nucléaire et l'hydraulique.

La principale cause de doute sur notre capacité à limiter nos émissions de gaz à effet de

serre est la tendance du secteur des transports. Les kilomètres parcourus comme les tonnes transportées par la route augmentent et cette croissance a été particulièrement vive ces deux dernières années avec le retour de la croissance. Avec cette croissance retrouvée, les Français suivent l'exemple des Américains : les grosses cylindrées deviennent la norme, les 4x4 se multiplient dans les rues de Paris et l'air conditionné est devenu un équipement de base des automobiles. Tous les gains techniques dont les constructeurs automobiles s'enorgueillissent voient, comme aux Etats-Unis, leurs effets annulés par ce changement des comportements, si bien que notre consommation de carburant croît régulièrement. Malheureusement, les signaux du gouvernement vont précisément dans le mauvais sens : suppression de la vignette qui pénalisait les grosses cylindrées, baisse des taxes sur les carburants pour compenser la hausse des prix des produits pétroliers sur le marché international. Les lobbies écoutés par nos élus ressemblent étrangement à ceux qui soutiennent Monsieur Bush. Notre pays, comme la quasi-totalité des pays européens, sait donc très bien qu'il ne pourra respecter les engagements pris dans le cadre du

protocole de Kyoto. Seule l'Allemagne avait une chance d'y parvenir, grâce aux gaspillages des lands de l'Est qui pesaient encore très lourd dans les bilans d'émission de 1990 et à la place du charbon et du lignite nationaux dans la production d'électricité. Mais sa décision de sortir du nucléaire fait disparaître cet espoir.

Deuxième question : pourquoi alors poursuivre des négociations ?

Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que la position des Européens est plutôt de tendre vers des engagements plus fermes et plus contraignants. Ne vaut-il pas mieux remettre en question certains éléments des accords de Rio et de Kyoto et reposer la question d'objectifs acceptables par les Etats-Unis, les grands pays en développement comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qu'on ait des chances raisonnables de pouvoir respecter ? Monsieur Bush fournit une magnifique occasion de le faire en assumant le rôle du vilain. N'y a-t'il pas, en effet, d'autres voies, peut-être plus modestes

dans leurs objectifs mais plus efficaces dans leurs résultats, qui permettraient d'ouvrir de nouvelles possibilités d'accord dans le cadre de Rio et de Kyoto qui a l'avantage d'être largement accepté et d'avoir une charge symbolique très forte ?

C'est ce que suggèrent certains experts universitaires américains parmi lesquels je citerai Henry Jacoby et David Reiner du MIT dans un article publié en mars 2001 [4]. Leurs propositions se fondent sur trois idées. La première est qu'il faut que tous les pays du monde participent, d'une façon ou d'une autre, à l'effort, ce qui implique que les pays riches aident les plus pauvres. La seconde que les pays développés doivent eux-mêmes faire des efforts en utilisant les moyens qu'ils jugeront les mieux adaptés à leur situation politique, en cherchant néanmoins à coordonner les outils qu'ils mettront en place. La troisième est qu'il faut conserver le cadre de Rio et de Kyoto, sans trop se préoccuper d'une ratification pour longtemps très improbable du protocole de Kyoto par le Congrès américain, et chercher à progresser par une politique de petits pas. L'accord enlevé à l'arraché à Bonn prouve la validité d'une telle démarche. Les pays européens s'en sont félicités alors qu'il a validé plusieurs propo-

sitions américaines sur les permis d'émission et les puits de carbone, sans pour autant faire changer d'avis le Congrès. Mais les conditions sont désormais remplies pour que le protocole de Kyoto soit effectivement mis en œuvre en 2002.

Il reste à l'Union européenne à s'accorder sur une politique cohérente et crédible. Les économies d'énergie sont certes plus que jamais nécessaires. Mais elles ne suffiront pas et toutes les incantations n'y changeront rien. Le remplacement du charbon par le gaz n'aura qu'un effet limité car l'Europe consomme déjà quatre fois moins de charbon que les Etats-Unis ou la Chine. Les énergies renouvelables ne peuvent satisfaire qu'une part limitée des besoins. Tous les discours sur le potentiel du vent, du soleil ou de la biomasse se gardent d'indiquer que tous les experts reconnaissent que, d'ici 2020, ces sources ne couvriront qu'à peu près 10 % des besoins au prix d'importants investissements et de contraintes pour les utilisateurs.

Pour des raisons qui sont de plus en plus d'alliances politiques, évoquer les possibilités du nucléaire est devenu un sujet tabou. Toute discussion sur cette source d'énergie est désormais prisonnière d'un discours idéologique où les

mots sont biaisés et où ceux qui en présentent une vision apocalyptique s'arrogent le droit de parler au nom de la vérité.

Pense-t-on pouvoir réellement réduire significativement la circulation des camions quand des grèves anarchiques aux motifs douteux et au nom d'une notion pour le moins curieuse du service public, découragent tout industriel responsable de recourir au rail ? Et quand l'Europe hésite à se lancer vraiment dans un grand programme de construction des infrastructures ferroviaires indispensables ?

Verra-t-on bientôt les ministres de l'Union européenne chercher à harmoniser les mesures nationales prises pour limiter ces émissions ? Ecotaxe ici, formes diverses de permis négociables là, engagements volontaires ailleurs, sans compter les initiatives des multinationales.

Les positions brutales et jugées simplistes de George Bush sont, que cela plaise ou non, basées sur une bonne dose de réalisme. Même le cynisme avec lequel est affirmée la prééminence de la puissance américaine et le peu de cas qui est fait des opinions des étrangers, y compris ceux de la vieille Europe, est une réalité car il représente bien l'opinion américaine. Il a récolté récemment des fruits amers, mais il n'est

pas certain qu'il se modifie beaucoup à l'avenir.

Peut-on espérer que les Européens sauront se dégager de leurs divergences et de leur tendance à croire aux utopies pour penser plus rationnellement aux réponses à apporter à une question essentielle pour nous et encore plus pour nos proches descendants : au-delà du changement climatique, comment gérer rationnellement les ressources de notre planète ?

Note

[1] GIEC : Groupe international d'experts sur le climat, en anglais IPCC (International Panel for Climate Change).

Bibliographie

[1] National Energy Policy, report of the National Energy Policy Development Group disponible sur le site www.whitehouse.gov

[2] Climate Change Science: an analysis of some key questions, the National Academies disponible sur le site www.nap.edu

[3] President Bush's energy plan does not work, Sierra Club disponible sur le site www.sierraclub.org

[4] Henry D. Jacoby and David M. Reiner: Getting climate policy on track after The Hague, *International Affairs* 77, 2 (2001) 297-312.